

Innov' Ensemble: Stratégie de promotion des nouveaux modèles de l'économie sociale et inclusive à l'international (Gouvernement de la France)



INNOVER ENSEMBLE

Stratégie de promotion des nouveaux modèles de l'économie sociale et inclusive à l'international



Dans les pays du Sud, les modes de développement actuels fragilisent l'environnement social et écologique. La pauvreté, l'exclusion, le travail précaire, la surexploitation des ressources naturelles et la pollution sont autant de menaces qui compromettent tout espoir de vie décente pour des centaines de millions de personnes et mettent en péril l'avenir de la planète. Il est donc urgent d'« agir autrement ».

Les objectifs de développement durable (ODD) adoptés à New York en septembre 2015, puis l'Accord de Paris sur le climat de décembre 2015 ont fixé le cap. Pour atteindre ces objectifs, construire un monde plus équitable, plus solidaire et plus durable, il nous faut inventer ensemble de nouveaux modèles économiques et de nouvelles formes de vie en société.

De nombreux acteurs français sont d'ores et déjà engagés sur cette voie. Partout, sur les territoires du Sud, des associations et de petites et grandes entreprises se mobilisent, innovent, transforment leur mode de production et cherchent à concilier les différentes dimensions du développement durable. De nouveaux modèles se diffusent : économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social, économie circulaire, économie collaborative.

Pour mieux accompagner ces nouveaux modèles et les aider à changer d'échelle, la France a souhaité se doter d'une stratégie gouvernementale, élaborée en cohérence avec la loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale du 7 juillet 2015, ainsi qu'avec la loi relative à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014.

Cette stratégie est le fruit d'un travail collaboratif avec les acteurs de l'économie sociale et inclusive (entreprises, organisations non gouvernementales [ONG], associations, agences de conseil, Agence française de développement [AFD], acteurs de l'économie sociale et solidaire [ESS], direction générale du Trésor, etc.). À l'occasion de réunions de groupe ou d'entretiens bilatéraux, les praticiens du secteur ont pu échanger, débattre et faire part de leurs attentes au ministère des Affaires étrangères et du Développement international.